



Formulaire de signalement d'une alerte (lanceur d'alerte)

PROCEDURE OUVERTE AUX SALARIES DE CNR CONSTRUCTION ET AUX TIERS

COMPLIANCE

Le présent formulaire est destiné à recevoir les alertes signalées conformément à la loi n°2016-1691 du 09 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique dite loi « Sapin 2 »

1. Renseignements relatifs au lanceur d'alerte

NOM, Prénom :

Fonction :

Adresse personnelle :

Adresse mail sur laquelle vous souhaitez être informé :

N° de téléphone sur lequel vous souhaitez être contacté :

Les coordonnées ont pour stricte finalité le traitement de l'alerte par le Référent Conformité et le Comité Ethique, afin de permettre le cas échéant tout contact ultérieur à la saisine.

2. Contexte de l'alerte (facultatif)

Votre alerte concerne des informations relatives à la loi Sapin 2 (cochez la case correspondante) :

- Des informations portant sur un crime, un délit,
- Des informations portant sur une menace ou un préjudice pour l'intérêt général,
- Des informations portant sur une violation ou une tentative de dissimulation d'une violation d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France, d'un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un tel engagement,
- Des informations portant sur une violation ou une tentative de dissimulation d'une violation du droit de l'Union européenne, de la loi ou du règlement.

Il n'est pas nécessaire que vous ayez eu personnellement connaissance des informations dans le contexte professionnel. Un lanceur d'alerte peut signaler des faits qui lui ont été rapportés.

Les faits dénoncés pourront porter sur "des informations" sur un crime, un délit ou des violations du droit, mais aussi sur des "tentatives de dissimulation" de ces violations. La violation de la règle n'a pas à être "grave et manifeste".

3. Description du signalement

Exposé des faits : *Exposer de manière la plus objective et la plus précise possible les faits ou informations dont vous avez eu connaissance dans un cadre professionnel, soit personnellement ou qui vous ont été rapportés, en précisant la date de ceux-ci.*

Quelle est la situation dont vous souhaitez alerter le Référent Conformité ?

Pièces justificatives jointes au formulaire : *indiquer leur nombre et leur nature*

4. Renseignements relatifs aux personnes visées par l'alerte

NOM(s), Prénom(s) :

Fonction dans l'entreprise :

5. Autres éléments *Noter ci-dessous les autres informations importantes que vous souhaitez porter à la connaissance du Référent Conformité et n'entrant pas dans les cadres précédents.*

6. Suite du signalement

Un accusé de réception vous sera délivré à réception du présent formulaire par le Référent Conformité, **dans un délai de 7 jour ouvré à compter de la réception du signalement.**

La recevabilité de votre saisine sera ensuite examinée par le Référent Conformité, avec l'aide du Comité Ethique.

Le Comité Ethique est composé des personnes suivantes :

- FUSEL Marie-Laure : Référente Conformité
- PERTUISEL Romain : Référent Sexisme de l'entreprise
- NEVOT Annabelle
- LAURENT Antoine

Le Référent Conformité informe l'auteur du signalement de **l'irrecevabilité** de son signalement, **dans un délai de quinze jours ouvrés maximum à compter de l'accusé réception de l'alerte, et justifie des raisons motivant cette décision.** Si cet examen appelle un délai supplémentaire, le Référent Conformité en fixe la durée et informe l'auteur du signalement. Si le signalement est jugé **recevable**, le Comité Ethique instruit l'alerte ; il informe l'auteur du signalement des suites données **dans un délai de 3 mois maximum à compter de l'accusé réception de l'alerte.**

7. EN SIGNANT LE PRESENT FORMULAIRE, JE CERTIFIE SUR L'HONNEUR :

- L'exactitude des informations fournies,
- Agir de bonne foi et sans contrepartie financière,

J'accepte que les éléments de nature à m'identifier puissent être divulgués dans le cadre du traitement du signalement

Je refuse que les éléments de nature à m'identifier puisse être divulgués, sauf le cas échéant à l'autorité judiciaire.

DATE ET SIGNATURE :

Fait le,

Signature du lanceur d'alerte :

8. TRANSMISSION DU FORMULAIRE

Veillez adresser le présent formulaire, et le cas échéant les documents annexes :

✚ soit par mail à l'adresse suivante : alerte@cnr-construction.fr,

✚ soit par voie postale et, **sous double enveloppe**, par courrier de préférence adressé en recommandé avec demande d'avis de réception.

Lors d'un envoi postal, tous les éléments de la saisine (formulaire et documents annexes) doivent être insérés dans une première enveloppe, sur laquelle figurera EXCLUSIVEMENT la mention : « **Saisine du Réfèrent Conformité** ».

La première enveloppe sera insérée dans une seconde enveloppe, dite enveloppe extérieure, sur laquelle figurera l'adresse postale suivante, complétée de la mention « **confidentiel** » :

CNR CONSTRUCTION
16 RUE MARIE CURIE CS 17
35137 PLEUMELEUC

9. TRAITEMENT DES DONNÉES PERSONNELLES (RGPD)

Le Comité Ethique, responsable du traitement, récolte des données personnelles afin de lui permettre le traitement des demandes qui lui sont soumises. Le Comité Ethique est l'unique destinataire du traitement, tenu à une obligation de discrétion et de secret professionnel.

Aucun transfert de données hors de l'Union européenne n'est réalisé.

Ces données sont conservées pendant le traitement de la demande :

- Si celle-ci est irrecevable, elles sont détruites **sans délai**,
- Si la demande est recevable, les données sont détruites ou rendues anonymes dans **le délai maximum de deux mois suivant la clôture du dossier**.

Vous disposez du droit de demander l'accès aux données à caractère personnel vous concernant, la rectification ou la limitation du traitement, ainsi que de vous opposer à la mise en œuvre du traitement.

Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement, vous pouvez contacter le Référent Conformité à l'adresse suivante : alerte@cnr-construction.fr.

Si vous estimez, après l'avoir contacté, que vos droits informatiques et libertés ne sont pas respectés, vous pouvez vous adresser une réclamation auprès de la CNIL (CNIL - Service des Plaintes - 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07).